Nº 75/b.E.

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné DEGLERGQ.E.
siégeant comme juge de police en séance publique à RUHEMERI
le 30 mars 196I
en cause du (des) nommé juma. A. Duala I fi ls de all Bhay et de IBhay né à Newashza (Kenya)
en 1911, marié SAKARKMANU Restian, commerçant, de nationalité britannique, résidant à
prévenu de : Aveir à Ruhengeri, Résidence du Raumda, R.U. au cours de l'unée, étant commerçant
emis de faire l'aveu de la cessation de ses paiements dans les conditions et les délais
prévus par la l'aslatica sur la faillite, faits prévus par l'art.88,7° C.P.L.II et punis
par l'art. 87 C.P. L.II. Aveir dans les mêmes circenstantes de temps et de lieu, étant commerçant, emis de tenir les livres eu de faire les inventaires prescrits par les articles 1 et 2 du Décret du 31 juillet 1912, faits prévus et pumis par les articles 87 et 88,1° du C.P.L.II.
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouve (nt) en état d'arrestation préventive depuis le
et après aveir denné lecture et traduction du dessier constitué à charge du prévenu;
· ·

Comparaît le nomé DHANANI Juna, mieux qualifié au dessier, lequel répond comme suit à
nes questions.
Q. Aveuez-veus que l'étude de vetre faillite a preuvé que veus n'avez pas temu des livres confermément à la lei et que veus avez emis de faire l'aveu de cessatien des payements dans le délai fixé par la législation sur la faillite? R. J'aveue.
Ruhengeri
9554

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné DECLERCQ.E.
siégeant comme juge de police en séance publique à RUHENCERI
le 30 mars 196I
en cause du (des) nommé JUMA.A. DHANANI fils de ALI BHAY et de IBHAY mé à Newashza (Kenya)
en 1911, marié SAKARKMANU Restian, commerçant, de nationalité britannique, résidant à Ruhengeri.
prévenu de : Aveir à Ruhengeri, Résidence du Ruanda, R.U. au cours de l'année, étant commerçant
emis de faire l'aveu de la cessation de ses paiements dans les conditions et les délais
prévus par la législation sur la faillite, faits prévus par l'art.88,7° C.P.L.II et punis
par 1'art. 87 C.P. L.II. Aveir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, étant commerçant, emis de tenir les livres ou de faire les inventaires prescrits par les articles 1 et 2 du Décret du 31 juillet 1912, faits prévus et punis par les articles 87 et 88,1° du C.P.L.II.
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouve (nt) en état d'arrestation préventive depuis le
et `après aveir denné lecture et traduction du dessier constitué à charge du prévenu;
·
·
Comparaît le nemmé DHANANI Juma, mieux qualifié au dessier, lequel répend comme suit à
nes questiens.
Q. Avouez-vous que l'étude de votre faillite a prouvé que vous n'avez pas temu des livres confermément à la lei et que vous avez emis de faire l'aveu de cessation des payements dans le délai fixé par la législation sur la faillite? R. J'aveue.
·

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience et de l'instruction monée à charge du
prévenu, que ce dernier a emis de faire l'aveu de la faillite dans le délai fixé
par la législation sur la faillite ;
Attendu que l'étude de la faillite du prévenu a prouvé que ce dernier n'a pas tenu
des livres ai fait des inventaires prescrits par le Décret du 13.7.1912;
Attendu que le prévenu aveue les faits mis à sa charge;
no mentro de la compansión de la compansión La compansión de la compa
entral de la companya del companya de la companya del companya de la companya del la companya de

Le Juge atrolli

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigne	
siégeant comme juge de police en séance publique à	
le30	
en cause du (des) nommé TULL DE LA	(m. (m. (m. m. m. m.)
and the second of the second o	
prévenu de : 4-7 30 à 1970 ; 1 3 a 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	
ort, to be the least to be a standard and the standard to the	s
Legislation - parliation - parl	.T.C
	/ J
The State Law	
do to the Teach of the Control of Control of the Control of	
of the Total Common to Common the Common transfer of the Common tran	
The second of th	
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouve (nt) en état d'a	arrestation
	on the first self that the second self-the sec
préventive depuis le	erani terri la milatera da Isanes
et up to un in the transfer of the property of the property of the second of the secon	of the state of
	K400 ())# (KK4000K(#) (
Comparaît le Anni JULA DULA I lorr condité à la lors 7 m 7 de la sante	
A CONTROL OF THE STATE OF THE S	
man de la companya de	damenton menter
And dian pro-	

FICHE D'IDENTITE

Nom: DHANANI,
Prénoms: Tuma
Néà: NAWASHA (KENYA) le 1911
Fils de ALI BHAY
et de JBNA y
Etat civil : Célibataire : Marié à : SAKARKHANU, Rostian
Veuf de :
Divorcé de :
Profession : Comment
Nationalité: Britaniani
Nationalité: Britanique Domicile: Rulengeri Centre Commercieale
Résidence:
Immatriculé à BUNHSANA le 88-10-51 Nº 175 Vol. I Fº 88
Durée des séjours antérieurs au RU. ou au Congo belge des séjours amatriculation
Document d'identité produit
Pulingeri, 10 20 - 01 - 67
L'O.P.J.
111
July 1

projet de calcul des frais.

Frais d'instruction.

FRAI

p.1-2: Jugement civ p.3-4 lettres	il			160) I	7
p.5 PV constat p.6 RI OMP p.7 PV OPJ p.8 fiche identité p.9 R.E.OMP p.10rapport expert			3	751 751 751 75	E H	41
TOTAL	-	-	 	50	-	-
IS de procédure.			-11	50	F	
mise au rôle PV audience	18 75					

Total 268 F

175 F

TOTAL GENERAL 728 F.

jugement

Si le prévenu ne comparaît pas sur simple sommation, il y a lieu d'y ajouter les frais d'assignation par voie d'huissier.

ASTRIDA, le 3 MARS 1961.

Comoquet pour le 27/3/61 & 8/2.

N°1680/RMP. 19.820/AV.

OBJET:

AFF.JUMA BIN DHANANI.

Monsieur le Juge de Police de et à

RUHENGERI.

Monsieur le Juge de Police,

No 721 Just 2/02

13 11867

VISAS

VISAS

pioin

J'ai l'honneur de vous transmettre cinoint pour compétence le dossier RMP.19.820/AV. à charge de Juma bin Dhanani. Le dossier comprend dix pièces cotées et paraphées par nous-même.

Deux infractions sont à retenir à charge du prévenu:

a) absence de livres de commerce conformément à la loi art. 88-87 du CP.L.II

b) omission de faire l'aveu de sa faillite art. 88-87 du CPL.II.

Comme la gravité de ces infractions ne justifie pas une peine privative de liberté, je propose en tant qu'Officier du Ministère Public, deux amendes.-

Je vous saurai gré de bien vouloir me faire parvenir une copie conforme du jugement intervenu.

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI, A. VANDEPLAS,

Premier feuillet

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'USUMBURA SIÉGEANT EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE A USUMBURA, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 8 JUIN 1960.

EN CAUSE
LO 3.7.A.L. 1.J. ALHANTEP & Cie, eyant elège
social à Squebura, R.C. USA 10, représentée
par ses cocociós-gérants, Mossicure GALANTE
à FRANCO, y résident, et ayant pour cocseil
No Y. SITUMIAN, Avocat du Barreca du BandeBrusti à Saudiums.

DESCRIPTION OF STREET

Contre: JUNA A. HANAHI, résident à RETUGERI (foisent le comperce sous la dénomination "GHARM-STORES").

WITTEN

Par exploit de l'huissier

de MRESSE en date du 5 6001 1960

la partie demanderesse a fait donner assignation à la partie défenderesse d'avoir à comparaître devant la présente juridiction, à l'audience publique du 18 1960 dès huit heures du matin, au lieu ordinaire de ses audiences à Usumbura, pour :

Attendo que le cité doit à la requérante la somme de 119.368. — Pre du ches de divers essets acceptés et protestés;

Que le crédit du cité est manifestement ébranlé, qu'

Que se situation obérée résulte à sufficance de son propre avou tendant à obtenir un concordat aniable sur base de 50 % par des règlements mensuels de 10.000.... Pre proposés à ses oréanciers;

Que poreilles propositions ne sourcient être acceptées;

A CTO CAUSTIC.

G'entendre le cité déclarer en faillite, fixer le date de la cessation de paiement et procéder à toutes formalités prévues par la loi;

Prois à charge de la faillite;

La cause régulièrement introduite et inscrite au rôle fut appelée à l'oudience publique du 18 mai 1960, à laquelle la demanderesse fut représentée par le SIMUNIAN, le défendeur ne comparut pas ni personne pour lui;

l'e diffusial demanda de constater le défaut et de lui allouer le bénéfice de son exploit introductif d'instance;

He BALAUS, pour l'ESTAF se joignit à la demande;

Le inistère l'ublic représenté par onsieur le Substitut du Procureur du Roi Ludo SERIS s'en réfère à sagence: Le Tribunal constatu le défaut de comparaître du défendeur, prit la cause en délibéré et, à l'audience publique de ce jour, prononça jugement dans les termés elaprès :

ATTUNDU que l'action tend au prenencé de la faillite du commergant JUMA A. DEAMANI;

ATTEMBU que le défendeur, quoique régulièrement assigné, fait défaut;

ATTENU qu'il régulte des documents produits par la demanderesse, que le défendeur à laissé protester einq effets acceptés pour un montant global de 119.365.-- Fra;

ATTRODU qu'à l'audience un autre créancier, la Société ESTAF, sollicite également la mise en faillite du défendeur:

ATTEMOU que dans ces conditions il paraît bien que le défendeur est en état de cossation de palement et que son crédit est ébranié;

PAR ON NOTIFS:

in TRIBUNAL, STATUANT PAR DEFAUT:

OUI le dinistère Public représenté par Monsieur le Substitut du Procureur du Roi Ludo SMETS, lequel en son evis verbal donné à l'audience publique du 15 mai 1960 déclara se référer à sagesse;

DIT l'action recevable et fondée;

DECLARE ouverte la faillite du sieur JUMA A. DHANANI, commerçant à BUHENGERI;

NOMME en qualité de surateur Monsieur DEFAYS, expertcomptable résident à MIGALI, qui, avant d'entrer en fonction, prêters le serment prévu par l'article 17 du Décret du 27 juillet 1934;

FIXE à 6 nois à dater du présent jugement la date de cessation de paiements;

FIXE au 1er juillet 1960 la date extrême d'admission des déclarations de créances au Greffe de la présente juridiction;

FIXT em 20 juillet 1960 la date de l'assemblée de vérification des oréances;

FIXE ou 21 septembre 1960 la date des débats sur les contestations à naître de cette vérifications

ORDONNE à la diligence du curateur, l'apposition des scallés là cù il appartiendre à soins que l'inventaire puisse avoir lieu sans cette formalité, l'affichage du présent jugement à la calle d'audience pendant) mois, le publication per extrait dans le journal LA DEPECHE DI RUANDA-UBUNDI ainsi qu'eu B.O.R.U. et MONITEUR CO-NGOLAIS;

MRT les frais à charge de la masse;

BIT le présent jugement exécutoire par provisions

que du 8 JUIN 1960, en présence de l'Officier du Ministère lublic représenté par Monsieur le Substitut du Procureur du Roi decluç, où siègement Messieurs Albert VAN 1803CE, Juge et Murice HEBERT, Greffier-Adjoint.

LE CHEFFITE-ADJOINT,

LR JUGE.

Pour cools service conforms
Le Greilier-Adjoint
M. HUBERT

A hilselt

ROGER DEFAYS

KIGALI

RUANDA - URUNDI

R. C. USA 10.607

BUREAU D'AFFAIRES

COMPTABILITÉS - EXPERTISES RECOUVREMENTS - CONTENTIEUX

BANQUE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE 190.892

C. CHÈQUES POSTAUX 3501.44 CRÉDIT CONGOLAIS KIGALI 50.195 BANQUE CONGO BELGE USA 545.913 The same of a Company of the party of the property of the property of the party of

Const in,

Donner : Pettiti TEM TIME

The track must be produced to the property of the control of the c

Arrage Town end, film on a north of de détamine de la care at et la million de properties de la care at et la

Ton information of later tender goods to y the new domes it at the whole,

Approximation of the most series and setting the contraction of the contraction of a contraction of the cont

To granuations

111 11 12 10 21.6.1.60

29	554 525685875	conversors or indicate paires Tennis Bata chapeaux feutre verres lampe temps de capitulas blancs 25 pagnes americani de capitulas 40 pagnes americani de capitulas 3 20	70070500000000000000000000000000000000			hemics ordinates ordinates for the circumstance of the circumstanc	F.1. 216 11. 106 11v.2860 1.00
	1	ODAT.					Single Service
	53521	TERITE of MODILIES machines à coudre (bom tables ordinaire fauteuils ordin its en rotin chaises to se étagère murale			on the Section of Selection	Control of the contro	200 270 100 27 27.000
		TOTAL					7
- 7.	1111001	Tours bois & 2 morter pitrin micenipus voe no mochine è licomer le no stotionnaur le mistolet mitrin or limire forma l' mistolets forma l' mistole	obstrancia Sin	Cu ni	eles	2.4.95	0.000 05.000 15.000 10.000 0.000 4.000 1.000
		100 tr					379 .700

B

PV de constat nº 54/RF

ème jour du mois d'octobre, à la requête de Monsilver Junia Shamani, avons constate Nous Ruta jomba fidèle officier de Police su diciaire à comfrétence générale en Territoire de Ruberngeri, avons Constaté, après La disjonition des articles suivant avoir consulté l'inventaire fait par Bonsieur le Curateur au 21 juin 1960, la disparition des objet carticles puisant marchandises puilants. 5 converteres ordinaires à 25 3 poures Tennis Bota à 30 28 Chemiss blanche à 20 13 Capitulas à 25 6 pagner americani à 40 6 Chemiss à 50 6 Chemises à 40 560 325 240 200 6 Capitulas à 40
5 pagnis americani à 60
6 Capritulas à 20
1 ju por à 25
2 pagnis à 35 240 280 300 120 25 70 Chemises ordin à 20 capitular à 30 280 paire ciseaux la 100 100

De quoi nous ovons dressé à l'an, mois et jour que dessus le prisent proces visital Proces de Police Temoin: Le Policier Bouribura Judiciai.

KUTAYOMBA F

Nº 7.523 /R.M.P. D.15/1726/AV.

PARQUET DE KIGALI

En cause du Ministère public

Contre: Juma Dhanani

REQUISITION D'INFORMATION

Nous Vandeplas	Armand		Officier du Ministère public
près le tribunal de première instance d'Usur de Procédure pénal ;	nbura résidant à	Kigali	, vu l'article 20 du Code
Déléguons Monsieur l'Officier d	le Police Judiciaire	à compétence génér	rale
RUHENGERI		à l'effet de p	rocéder aux devoirs suivants:
1° Demander au failli s'il remis au curateur.Lui de omis de le faire.Vérifie	mander éventu	ellement por	ur quel motif il a
2º Lui demander à quoi il a	ttribue son	tat de fail	lite.
3° Lui demander pour quel m	otif il n'a p	pas fait l'a	reu de sa faillite.
4° Vérifier sur place: a)s'il n'a pas favorisé b)s'il n'a pas vendu des c)s'il ne continue pas à la faillite.	marchandises	s au dessous	du prix normal.
22/10/12/0 Pol			
La présente doit faire retour avec les P.V.	d'exécution.		A.VANDEPLAS
N°/R.M.P.	O.P.J		le
Annexes: Devoirs demandés			

2612161 RUANDA-URUNDI Transmis à Monsieur le Hocuseus du Roi à 4578'04 Territoire: Pulengen Rulengen , le 25 - 7 - 19 C1 Résidence: Le Commissaire de Police P.V. No 57/02 L'Officier de Police Judiciaire Date d'arrestation : L'an mil neuf cent soix entre et un le lo ime du mois de Janvier vers Prévenu: Devant Nous VANZIELES HEM, Raou e commissaire de DHANANI police — officier de police judiciaire, à compétence générale, Jums à Rulenger , comparaît! nommé Certifions, suite à votre Exquisition d'informa. tion m . \$583/D. 15/1/20/Av on date du 14/10/60 Prévention: respelle por votre rappel nº 8077 / D. 15/1726/Av en requisition date du 3/11/60. ci-joint le tout en annexe: denformation Nous voir rendu ou domicile che nommé: DHANANI, Juma, Commercant, Alemeurant an Centre Commerciale in Ruleryeni at micen wentifies sur la fiche ci jointe où nous lowons entendre le qu'ille nous declare por l'intermediaire Toutes les marelandiers saissi suite à mon faibles. Sement son reste dans le magazin qui à été Plaignant: seellé par le curateur M' DEFAYS, Roger, de Kisqui fe ne posede plus aucune piece comptable Contefeir Aurant l'annie 60, le 15-10-60 un vol a me lieu dans ce dit magazin stout un P.V sous le no 54/A.F. et envoye à votre office... M'attribue mon état de faillite à mes veleteurs que m'ent par page... y ou demandé au juye le Objets saisis: four avant mon faillite si je ne jouvait jour joyé for des jetilis sommes se qui ma eté refrese obtine ce four eneur je seroit encore content de remboursé par des jetitis sommes. chrant de me dielorer faillete J'ai prevenu Coutis mes aelteteurs mes il n'avaient par d'argent Observations: Jour me rembourde dossier en annene Versonne m'a été cembours de n'emforte quelle mon. tout je vous signale que toute fois lors du vol le magazin à été ouvert ofin que le Commissione

forwait faire son constat depuis a pur le

and depens note faillete.

Amergagin étant che nouveau firme et rellem'à les une aucune fé visite de sous- je forte à votre Conmais source que le margazin que je tiens mais tenant est le popriété cle mon frese qui nous

le jure que me declaration est cincur. Expres lectur et traduction faite pariste et signe. RENSEISNEMENS: Nous fortons à la connaissance che Monsieur le Procureur du Roi i 48+19:04; que nous avons fait une contrôle apportante des prix officies dons son muzgazin aucune infraction au sujet de venutre sous le prin normal à été constaté. Comme je n'ai for pir die responsabilité de brisse le sefelle se transvert sur le jorte du mayezin on la faille s'est produit je n'ai par fu controles de defeuis l'enventure faile apres le vol jusqu'à ce pour de cly à des closses que monquet Comme le declirant chelon dons su decloration le mayo. Zin qu'il occupe actuel lement est un mayage que offortie. a son pere Commosgout explenent au centre Commenciale de Rulengeri Locatio les muchantions ce trouvant dans ce magazin appartiement à son fiere Consission sur la vente il Je jure que le perent P.V. est cincire. DOAT ALTE.

D.15/1.726/AV.-

Requisition à Expert et prestation de serment

L'an mil neuf cent soixante et un leler jour c
mois de février
Nous, Armand VANDEPLAS Officier du Ministère Public près
le Tribunal de l' Instance du Ruanda officier despotite xint
CRICALTERNATURENCE
Rreminoeinstance a Vennana XXXXIII résidant à Astrida.
En vertu de l'article 53 du Code de Procédure Pénale,
Requérons Monsieur DEFAYS Roger, curateur
B.P.28 Kigali
de nous prêter son ministère comme expert dans l'affaire à charge de
nommé Juma Dhanani EXXXXXXX D.15/1726/AV
Nous lui avons donné comme mission:
Nous informer si les livres ou documents comptables reçus du nommé Juma Dhanani sont tenus conformément aux prescriptions légales
1

L'Expert requis a accepté cette mission et avant de l'accomplir a preté le serment suivant : Je jure d'accomplir ma mission et de faire mus rapport en honneur et conscience.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

L'EXPERT REQUIS

L'OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLI

XX OFFICIER OF SPOLIER JUDICIALES

A. VANDEPLAS .-

Justice nº 51.

ROGER DEFAYS

KIGALI

RUANDA - URUNDI

R.C. USA 10.607

BUREAU D'AFFAIRES

COMPTABILITÉS - EXPERTISES RECOUVREMENTS - CONTENTIEUX

BANQUE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE 190.892 C. CHÈQUES POSTAUX 3501,44 CRÉDIT CONGOLAIS KIGALI 50.196 BANQUE CONGO BELGEUSA 645.913 KIGALI, LE 7 Février 1961 B. P. 28

Monsieur le Substitut du Procureur du Roi ASTRIDA

Monsieur le Substitut,

Concerne: Faillite Juma A. Dhanani-Ruhengeri

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre Nº824/D.15/1726/AV du 31 janvier 1961.

Ainsi qu'il est écrit dans mon rapport sur la faillite, en date du 15 juillet 1960, à la page 1: "A la demande faite de me soumettre tous ses documents comptables, le "failli me répondit que ceux-ci se trouvaient chez son comptable à "Usumbura, Monsieur Kassamali Premji."

Je n'ai jamais été en possession de ces livres, maisje puis affirmer que ceux-ci ne sont pas tenus conformément aux prescriptions légales, pour la bonne raison que j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'examiner les travaux de cette personne, pour d'autres clients, lesquels me demandaient de bien vouloir les corriger et établir leur bilan aux fins fiscales. Le nommé Premji faisait tout simplement du travail de classement et de copie, mais ses trvaux ne ressemblent en rien à de la comptabilité proprement dite.

Il m'est permis, en conséquence, d'affirmer que les livres de Monsieur Juma A. Dhanani n'étaient pas tenus d'une manière légale et ne lui permettaient pas de suivre correctement la marche de ses affaires.

En annexe, vous trouverez les deux exemplaires de ma prestation de serment.

Je vous en souhaite bonne réception, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Substitut, les assurances de ma considération très distinguée.

Might

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience
in frage of the state of the st
21-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-
Alvania de la companya del companya de la companya del companya de la companya del la companya de la companya d
······································
•

Renvoyons des poursuites du chef de
7c le 322 P' 1 L.I.
To le Octo Final L.TT+.87,70 at 55
le Diemen in 7 juille: 1524 et le Diemet du Juillet 1912
Condamnons le nominé l'et 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2
jerne a
Du chal la la partir de formation à 50 cm la
Soit au total à jours de servitude pénale — à une
amende de F ou en cas de non-paiement dans le
délai de 15 jours à une S.P.S. de 25 jours.
Condamnons aux frais du procès taxés à
F: 7-0 et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai
de jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci à jours.
Prononçons la confiscation de
Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu
The state of the s
et
et
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours.
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent)
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais:
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Offi. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais: P.V. Off. de P.J

75/8E

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné VECLERCO Eu'
siégeant comme juge de police en séance publique à Releuge.
le 30 (hears 1961
en cause du (des) nommé JUHA A. JHAWANI pl de Mi Bhay et de 1844y Me à hewarhya enfekcuya) e 1811, maire à Sakarkmanne Postian, commercant de intromualité Ru Tarrifue,
Do's housel - often) coley marie - fortantename
Rostian Commenced & later medita & Taxail
De ident is Ruhender
Zanislant a Ruhenfer,
prévenu de: avoir : Ruheerger Renders de Ruande R. J. ou com
ou l'aunie , chant commercant, mis ou fair l'aven
de le resation de su fogework forement donn le condition
et les délais dievres par le lightotions ou le faillité fait diens
el les delais frevers for la lightotion on lofaillité faitfriens pour pour l'art 88, 7 - c.P. L'Il ex ferri for l'ant 84 a De II.
atant commercant, one de leur les leurs on de faire le nivertaire fressits for le articles 1 et le de Secret de 31 publet 151. Joint fresses et punis for les articles 87 ct 88, 1 de C. P. C. II.
juvertaire fresuits for le articles est l de Decret de 31 fullet 19.
Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouve (nt) en état d'arrestation
préventive depuis le
et afei avoir doncie Cedin et trachection du donne constitu
à charges des feéveux
Comparaît le nouve SHANANI, Jums, Preus, Preus, Julifie au dissée,
Comparaît le nouve SHANANI, Junes, Preus, Julipi, au dostien. Legul whoul comme sui à me fuelen.
Comparaît le nouve SHANANI, Junes, Preus, Julipi, au dostien. Legul whoul comme sui à me fuelen.
Comparaît le nouve SHANANI, Junes, Preus, Julipi, au dostien. Legul whoul comme sui à me fuelen.
Comparaît le houeré JHANANI, Jums, Chieur Just pie, au dostéen, lequel re poul comme suit à me fruition. De house que l'étre de vote faillete à francé fru une rang pa beier des livres componeur ment ila lai el pu com avez ornir et faire l'ance et cersolin de pregueure dans le délai fire par la l'épilition ou
Comparaît le houve HANANI Jums, Puer Just pie au dostien. legue reford comme sui à ha puelin. De house for que l'étude de voli faillite à francé fur vous avez fa teien des livres componens mens i la lai el fur som avez sonis de faire l'anne d'enshin de frequent dan le délai fire par la leighblia sur le, faillité.
Comparaît le nouve SHANANI, Junes, Preus, Julipi, au dostien. Legul whoul comme sui à me fuelen.

Por ce healif staterant combands tons went,
Renvoyons des poursuites du chef de
Un berd Penal LI
my a cod Perol (I, out 87,7-el 88
me I de 6 and 1860, forting and de Novieden Parelles h le I de 16 fulles 1859, fortins l'organitales pur moire
In be I do 6 and 1860, fortang cool de Procedur Parcely
he de la fullet ASP, fortant i organisation from more
Condamnons le nommé 944 Am;
d D 1 = 0 = 0 = 1 = 1 = 1 = 1 = 1 = 1 = 1 =
an chip a to a difference . To produce on 10x10.
du chef de la 1º infraction à 50 fr d'accende, doit soxeo-
Soit au total à jours de servitude pénale — à une amende de F 1000 · ou en cas de non-paiement dans le
délai de jours à une S.P.S. de jours.
Condamnons DHHAAM aux frais du procès taxés à
F: 729 et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai
de jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci à jours.
Prononçons la confiscation de
Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu
et
faute de s'exécuter dans le délai de déclarons ceux-ci récupérables
par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours.
Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent)
à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate.
Calcul des frais: P.V. Off. de P. Jankichin F: 460
Feuille d'audience F : 75
Jugement
Total: F: 728
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhenger Co Lo Man 1867
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruherger Co So luan 1867
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruherger Ce so luan 'fly Copie certifiée conforme à le Le fage aux liais de Police
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruherger le 30 hear 'fby Copie certifiée conforme a le Le frage aux liais de Police chante publique le \$4 pml 1864 LE frage aux liais de Police
Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruherger Ce so luan 'fly Copie certifiée conforme à le Le fage aux liais de Police

de l'instinction mener Attendu qu'il résulte des débats de l'audience et de despur contiètes à charge de so faillite dans le delle pire fu la l'aprilation du la faillet Lionvé que ce dernier à a fa serve elle livres conformé-quers à la loi, mi fait des unes taires fiétaits far l'd de 13. 7. 1812. Le stende fu l'épheur avous les fits mui à ta

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience et de l'instruction menée à charge du
prévenu, que ce dernier a emis de faire l'aveu de la faillite dans le délai fixé
par la législation sur la faillite ;
Attendu que l'étude de la faillite du prévenu a prouvé que ce deraier n'a pas tenu
des livres mi fait des inventaires prescrits par le Décret du 13.7.1912;
Attendu que le prévenu aveue les faits mis à sa charge;
*

9 - 9

No Alban Borry Carlos Broken was a

Renvoyons des poursuites du chef de Vu le Code Pénal L.I Vu le Cede Pénal L.II art.87,7° et 88 Vu le Décret du 27 juillet 1934 et le Décret du 13 juillet 1912 Vu le Décret du 6 août 1960 pertant Code de Procédure Pénale Vu le Décret du 16 juillet 1959 pertant l'Organisation judiciaire DHANANI Condamnons le nommé Du Chef de la Lo infraction à 50 frs d'amende, seit 5 x 10 = 500 frs Du chef de la 2° infraction à 50 frs d'amende, seit 5 x 10 = 500 frs jours de servitude pénale - à une Soit au total à ou en cas de non-paiement dans le amende de F 1000 frs jours. jours à une S.P.S. de 15 délai de 15 Thouam aux frais du procès taxés à et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai 728 jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la de 15 ... jours. durée de celle-ci à 10 Prononçons la confiscation de Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu déclarons ceux-ci récupérables faute de s'exécuter dans le délai de par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à jours. Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate. Calcul des frais : P.V. Off. de P.T. F: F: Feuille d'audience F : 175 Jugement Total : F : 728 frs Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 30 mars 1961 Copie certifiée conforme à la minate Le Juge auxiliaire de Pelice Ruhengeri, le 4 DECLERCQ.E. Le Juge auxilla DECLERCO E.

Par ces metifs statuant contradicteirement,